

**Arrêté préfectoral n°2026 – 557 du 2 avril 2026
accordant à la société ARCELORMITTAL BUILDING SOLUTIONS FRANCE (AMBSF) – Site.1
un délai supplémentaire pour l'application des NEA-MTD des BREF STS/FMP
pour les paramètres DCO et AOX en sortie de la station de traitement interne
des effluents aqueux du site de CONTRISSON**

**Le Préfet de la Meuse
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution (UE) n° 2020/2009 du 22/06/20 établissant les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques ;

Vu la décision d'exécution (UE) n° 2022/2110 du 11/10/22 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, dans les industries de transformation des métaux ferreux ;

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles R.515-58 à R.515-84 et L515-29-II ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-2057 du 10 octobre 2025 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2003-3118 du 11 décembre 2003 modifié, autorisant la société ARCELORMITTAL Construction France à exploiter des activités classées pour la protection de l'environnement dans son usine site 1 implantée sur le territoire de la commune de CONTRISSON ;

Vu le courrier électronique adressé à l'inspection des installations classées le 19 novembre 2025 par la société ArcelorMittal Construction France, déclarant le changement de raison sociale de la société par ARCELORMITTAL BUILDING SOLUTIONS FRANCE, transmis en préfecture le 15 janvier 2026 ;

Vu la publication du 9 décembre 2020 des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) applicables aux installations de traitement de surface à l'aide de solvants organique (BREF STS), qui déclenche la procédure de réexamen prévue à l'article R.515-70 I du Code de l'environnement pour les établissements ayant choisi le BREF STS comme BREF principal ;

Vu le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-70 du Code de l'environnement, transmis par l'exploitant le 27 février 2025, complété par une demande de dérogation le 4 juin 2025 ;

Vu la phase 1 du rapport de base, mentionnée à l'article R.515-59 du Code de l'environnement, accompagnant le dossier de réexamen du 27 février 2025 ;

Vu la demande de dérogation transmise le 4 juin 2025 et formulée dans les formes prévues par les dispositions de l'article R.515-68 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-1710 du 5 août 2025 portant ouverture d'une consultation publique sur les demandes de réexamen IED et de dérogation susvisées, pour une durée de 4 semaines, du lundi 8 septembre 2025 au vendredi 10 octobre 2025 inclus, sur le territoire de la commune de CONTRISSON ;

Vu l'absence d'observations recueillies lors de la mise à disposition du public des dossiers afférents ;

Vu la délibération du 15 octobre 2025 du conseil municipal de la commune de REVIGNY-SUR-ORNAIN, émettant un avis favorable sur le dossier soumis à consultation ;

Vu l'absence de délibération des autres communes consultées ;

Vu le rapport d'instruction, référencé SV/12-2026 en date du 26 janvier 2026, valant rapport de réexamen, établi par l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) du Grand-Est ;

Vu l'avis favorable en date du 6 mars 2026 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), au cours duquel le demandeur a été auditionné ;

Vu la transmission, par courrier du 17 mars 2026, du projet d'arrêté préfectoral au demandeur, pour observations éventuelles ;

Vu le courrier de l'exploitant en date du 30 mars 2026, dans lequel il indique n'avoir aucune observation à formuler sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que les installations exploitées par la société AMBSF site 1 sur le territoire de la commune de CONTRISSON sont soumises au régime de l'autorisation au titre de la rubrique principale IED 3670 ;

Considérant que l'article R.515-70 du Code de l'environnement impose le réexamen périodique des autorisations d'exploitation pour les installations classées visées à l'article R.515-58 du même code (rubrique 3000 à 3999 – installations susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution) au regard des MTD ;

Considérant que les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) applicables aux installations de traitement de surface à l'aide de solvants organique (BREF STS) et publiées le 9 décembre 2020 sont applicables aux activités IED du site 1 de la société AMBSF à CONTRISSON à partir du 9 décembre 2024 ;

Considérant que la station interne de traitement des effluents aqueux du site 1 de la société AMBSF ne permet pas actuellement d'atteindre les NEA-MTD du BREF STS pour les paramètres demande chimique en oxygène (DCO) et composés organiques halogénés absorbables (AOX) ;

Considérant la demande de dérogation déposée par l'exploitant afin de bénéficier d'un délai supplémentaire de 3 ans, afin de mettre en place un nouveau système de traitement des effluents du site 1 ;

Considérant que ce nouveau traitement par évapo-concentration permettra d'atteindre les NEA-MTD du BREF STS pour les paramètres DCO et AOX au 1^{er} janvier 2028 ;

Considérant que le rejet actuel en DCO est réglementé par l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2003 ;

Considérant que le rejet actuel en AOX est réglementé par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;

Considérant que les valeurs limites actuelles imposées par l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2003 pour la DCO, et par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour les AOX, continueront à encadrer les rejets de ces paramètres pendant la période de dérogation ;

Considérant que ce délai supplémentaire n'entraînera pas une dégradation du milieu environnant incompatible avec les usages actuels, et ne donnera pas lieu à des risques sanitaires préoccupants ;

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer les propositions de l'exploitant ;

Considérant que le délai supplémentaire demandé par l'exploitant pour la mise en place d'un traitement des effluents pour les sites 1 et 2 de CONTRISSON par évapo-concentration paraît proportionné au vu du coût des investissements et des travaux à réaliser (essai pilote / permis de construire pour la salle d'eau / mise en place à l'échelle industrielle du système de traitement) ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article R.515-68 du Code de l'environnement, par dérogation aux dispositions de l'article R. 515-67 du même code, l'exploitant peut demander une valeur limite d'émission excédant les NEA-MTD du BREF STS, dans des conditions d'exploitation normales, pour un délai supplémentaire, sur la base d'un dossier justifiant des coûts mis en œuvre et de l'acceptabilité du milieu environnant ;

Considérant qu'il y a lieu, dans ces conditions, de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire et portée de l'arrêté

La société ARCELORMITTAL BUILDING SOLUTIONS FRANCE (AMBSF) – Site 1, dont le siège social est situé zone industrielle – Site 1 – à CONTRISSON (55800), qui est autorisée à exploiter une usine de production de tôles pré-laquées/galvanisées à CONTRISSON, est tenue de respecter, suite au réexamen de ses conditions d'exploitation, et faisant suite à la publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le secteur des industries de transformation des métaux ferreux et de traitement de surface à l'aide de solvants organiques, les dispositions figurant dans les articles suivants.

Article 2 : Rubrique principale IED

Au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3670-2 relative au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation ; et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives aux émissions industrielles, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques (document BREF « STS »).

Article 3 : Dérogation accordée

L'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est applicable aux activités du site 1.

Par dérogation à l'arrêté ministériel du 3 février 2022 précité, pris au titre de l'article R.515-68 du Code de l'environnement, les valeurs limites des paramètres suivants sont définies comme suit, et ce jusqu'au 31 décembre 2027 inclus :

Paramètre	Concentration maximale	Flux max
DCO	300 mg/l	51 kg/jour
AOX	1 mg/l	170 g/j

Conformément à l'article 2.9.3 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022, les fréquences de surveillance sont les suivantes :

- AOX : fréquence mensuelle,
- DCO : fréquence mensuelle.

Pour la DCO, conformément à l'arrêté ministériel du 11 décembre 2003 (article 2-4), la surveillance externe est trimestrielle.

Article 4 : Délais d'application

Au 1^{er} janvier 2028, la dérogation accordée à l'article 3 est abrogée. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 précité, sont applicables sans exclusion.

Article 5 : Rapport de base phase 2

La société AMBSF est tenue de transmettre au Préfet de la Meuse la phase 2 du rapport de base, mentionnée à l'article R.515-59-3° du Code de l'environnement dans un délai maximal de 12 mois à notification du présent arrêté.

Article 6 : Réexamen périodique

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 et des articles R. 515-70 à R. 515-73 du Code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du Code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R. 515-72 du même code, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Cessation d'activité / remise en état

Le paragraphe suivant est ajouté à la fin de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2003 susvisé :

« En outre, les dispositions spécifiques du Code de l'environnement en matière de mise à l'arrêt définitif des établissements relevant de la directive IED (art. R. 515-75) sont applicables à l'établissement, y compris si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

L'exploitant veille par ailleurs, pour toute nouvelle mise en place d'unité / équipement, à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen. »

Article 8 : Conformité des dossiers (notamment dossier de demande d'autorisation, dossier de réexamen et modifications)

L'exploitant veille à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis des MTD et des conclusions du BREF STS.

Article 9 : Publication

Une copie de cette décision est déposée à la mairie de Contrisson et peut y être consultée. Elle y fait l'objet d'un affichage pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision est contestable devant le Tribunal administratif de Nancy, 5 place de la Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cédex – Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 11 : Obligation de notification de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire mentionné à l'article 1^{er}, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 12 : Exécution et information

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est et le Maire de Contrisson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée, à titre de notification, à la société ARCELORMITTAL et, à titre d'information, au Directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Meuse, ainsi qu'au Directeur départemental des territoires de la Meuse (service environnement) et à la Directrice territoriale de Meuse de l'agence régionale de santé Grand Est.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la préfecture

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'C. Robbe-Grillet', is written over the printed name.

Christian ROBBE-GRILLET

Annexe : Tableau de comparaison aux MTD pour les BREFs STS/FMP/STM

